

Interview de Paul Ariès, Directeur du Sarkophage
**La décroissance économique,
un modèle de développement innovant.**

Econov, septembre 2011

Source : <http://www.econov.eu>

Après un été mouvementé tant au niveau politique, économique, environnemental, nous avons souhaité nous intéresser plus en détail aux modes alternatifs et ouvrir la questionnement sur le modèle de croissance économique et le développement durable.

Nous avons contacté un expert reconnu en la matière, le politologue Paul Ariès, fondateur du journal d'analyse politique Le Sarkophage, qui prône la décroissance économique comme mode de développement soutenable. L'occasion de découvrir ensemble ce qu'englobe la notion de décroissance et de nous poser des questions sur notre modèle de croissance actuel, non pas pour politiser le débat, mais pour soulever des questions et lancer un débat constructif.

La Rédaction Econov : Monsieur Ariès, merci de nous accorder une interview exclusive sur Econov'. Nous avons souhaité nous poser des questions sur le développement durable et la croissance économique mondialisée. Les récents événements économiques et politiques nous montrent que la réflexion doit être menée autour du développement humain.

Nous avons pour habitude de mettre en avant les initiatives qui se prêtent au jeu du développement durable, dès lors qu'elles respectent vraiment les 3 piliers que sont l'économie, l'environnement, le social. Nous souhaitons nous intéresser aux vôtres !

La Rédaction Econov : Pourriez-vous d'abord nous parler de vous et de vos différentes actions tant dans la décroissance économique que la politique?

Paul Ariès : J'assume pleinement mes deux casquettes : celle du politologue spécialiste de la mondialisation et celle du citoyen engagé au sein de multiples mouvements sociaux. J'ai été un temps Président pour la France d'une petite ONG, le CETIM (Centre Europe Tiers Monde) dont la devise est : « Il n'y a pas un monde développé et un autre sous-développé mais un seul monde maldéveloppé. » J'ai été l'un des meneurs des mouvements anti-malbouffe, anti-sectes, anti-agression publicitaire, contre les nouveaux modes de management, etc. Ma rencontre avec la décroissance a été, pour moi, une façon de mettre de l'ordre, à la fois, dans mes idées et mes engagements. J'avais lancé, en 2004, un journal « L'Immondialisation » pour remettre en cause les « globalivernes » sur l'idée que plus de marché réglerait les problèmes, plus de globalisation allaient créer un paradis sur Terre. Ce journal trop à contre-courant à l'époque n'a malheureusement pas duré longtemps. Sa problématique est aujourd'hui reprise avec les notions de démondialisation/relocalisation. Nous avons lancé, le 14 juillet 2007, un nouveau journal d'analyse politique, le Sarkophage, qui se donne deux objectifs : être un analyste du « sarkozysme » en tant qu'importation en France de la révolution conservatrice mondiale et être un vecteur de convergence des gauches antiproductivistes et des écologistes antilibéraux. Ce journal a largement contribué à lier le social et l'environnemental, par un retour au politique, grâce notamment à un travail constant avec des municipalités et à une ouverture importante sur le reste du monde.

La Rédaction Econov : vous êtes convaincu que la décroissance économique est un modèle d'avenir. Pouvez-vous nous définir ce qu'est la décroissance? D'où est né le mouvement et quels sont ses soutiens?

Paul Ariès : J'ai envie de vous dire tout d'abord que la décroissance est tout... sauf un modèle d'avenir. J'ai toujours dit que c'était simplement un mot-obus qui sert à décoloniser notre imaginaire. L'économiste Serge Latouche, un autre penseur de la décroissance, a également précisé que le concept majeur qu'il a véritablement en tête est celui d'ac-croissance (comme on parle d'athéisme). En effet croire à une décroissance infinie est aussi stupide que croire à une croissance infinie... Le danger serait même de véhiculer des visions malthusiennes en matière énergétique, alimentaire, etc. Le problème n'est pas celui d'un manque de ressources mais celui d'un véritable scandale politique. La planète est ainsi assez riche pour nourrir dix milliards d'humains mais avec une autre alimentation, une alimentation relocalisée, resaisonnalisée, moins gourmande en eau, assurant le bio-diversité, moins carnée, etc. Le même raisonnement vaut pour l'ensemble des domaines. Nous nous sommes donc des empêcheurs de croître en rond, que cette croissance soit de droite ou de gauche, nous nous voulons aussi des empêcheurs de croître en rond. Décroissance rime avec décroissance puisqu'il s'agit d'en finir avec « l'économisme », cette idée que « plus serait forcément égal à mieux ». Einstein aimait dire que tant qu'on a la tête sous forme d'un marteau, on voit tous les problèmes sous forme de clous. Tant que nous aurons la tête formaté par l'économisme nous irons chercher la solution à tous les problèmes sociaux dans le « toujours plus » (toujours plus de production et de consommation, toujours plus grand, toujours plus loin, toujours plus vite, etc). Notre société a totalement sombré dans l'hubris, la démesure c'est-à-dire que nous avons perdu la capacité à nous donner des limites : individuellement avec l'explosion des conduites à risque, collectivement avec le réchauffement climatique, l'explosion obscène des inégalités sociales, etc. La décroissance ne fait donc pas un programme définitif mais elle en défait, en revanche, beaucoup. J'insiste : la décroissance n'a rien à voir avec la croissance négative, avec la récession économique. La récession est le fruit des adorateurs de la croissance, des partisans du « toujours plus » économique. Arendt disait qu'il n'y a rien de pire qu'une société fondée sur le travail...sans travail. Il n'y a rien de pire non plus qu'une société fondée sur la croissance...sans la croissance. Je ne propose donc surtout pas de faire la même chose en moins, je ne lance pas un appel à se serrer la ceinture, un peu beaucoup, passionnément ou à la folie, j'invite à inventer d'autres modes de vie, d'autres visions. La décroissance n'est pas la foi dans le développement durable car non seulement ces deux termes constituent un oxymore dans la mesure où aucun développement ne peut être infini, mais pire encore, elle nous laisse croire que nous aurions déjà la solution, alors que le développement durable n'est souvent qu'une façon de polluer un peu moins pour pouvoir polluer plus longtemps. Le mouvement de la décroissance est apparu dans les années quatre-vingt dix mais il n'est pas né de rien. Il plonge ses racines, à la fois, dans certains courants minoritaires du socialisme (un socialisme antiproductiviste, celui, par exemple, du fameux Droit à la paresse, de Paul Lagargue, celui des dissidents des pays dits du « socialisme réellement existant » comme l'allemand de l'Est Rudolf Bahro, et dans les courants de l'écologie antilibérale, de l'écologie politique. Il existe une version de droite et même d'extrême droite de la décroissance avec lesquelles nous sommes en conflit. La décroissance ce n'est donc ni la décroissance de tout pour tous ni, bien sûr, le retour en arrière. La décroissance n'est donc qu'un terme

provisoire qui a vocation à être dépassé du côté positif : on constate aujourd'hui à l'échelle mondiale que de nouveaux gros mots se cherchent pour dire ce besoin d'inventer de nouveaux chemins vers l'émancipation : le « *sumak kawsay* » des amérindiens, le « *buen vivir* » en Equateur et Bolivie, l'« *eudémonia* » (la vie bonne) en Grèce, les jours heureux. Je ne suis pas objecteur de croissance parce qu'il y a le feu à la planète mais parce que j'aime la vie.

La Rédaction Econov : Où en est aujourd'hui le mouvement de la décroissance?

Paul Ariès : Nous avons remporté en quelques années une demi-victoire idéologique puisque beaucoup de nos thèmes ont aujourd'hui droit de citer dans les débats publics : la relocalisation contre le mondialisme, le ralentissement contre le culte de la vitesse, la coopération contre l'esprit de concurrence, la planification démocratique contre le « tout marché », le choix d'un vie simple contre le mythe de l'abondance, la gratuité face à la marchandisation, etc. André Malraux aimait dire « peu importe qu'on approuve mes réponses si on ne peut ignorer mes questions »... plus personne ne peut ignorer aujourd'hui nos questionnements puisque même le MEDEF et Le CNJD organisent des conférences sur la décroissance... J'ai toujours pris le soin de dire que la décroissance n'était pas une petite grenouille qui aurait vocation à devenir aussi grosse que le bœuf, bref ce n'est pas autour de nous que les choses vont se faire, mais nos questions s'imposent même pour les acteurs économiques. Le mouvement de la décroissance n'a jamais été aussi fort mais également autant divisé. Cette crise est une crise de maturité car autant il était possible de s'entendre pour dénoncer ce qui n'allait pas, autant il est plus difficile de s'accorder pour proposer des projets. Les courants droitistes de la décroissance et ceux du « Ni droite ni gauche » (donc aussi de droite) ont pris la responsabilité de cette rupture car ils étaient en position extrêmement minoritaires. Cette scission a permis depuis aux courants de gauche de la décroissance de converger avec ATTAC sur la base d'une même recherche de remise en cause du dogme .

La Rédaction Econov : Venons-en à la crise dite économique que nous vivons actuellement, depuis 2008. Les sources ne sont-elles pas environnementales et sociales? Ces deux piliers vont-ils encore en subir les conséquences?

Paul Ariès : Cette rentrée sociale est marquée par l'aggravation de la crise du système. J'appelle les citoyens à se mobiliser contre toute politique de « rilance » c'est-à-dire ce mélange de rigueur et de relance selon la formule de Christine Lagarde, alors Ministre de Sarkozy et pas encore chargée par les mêmes puissances financières de conduire la même politique que le « socialiste » DSK (affaire de mœurs exclues) à mené à la tête du FMI. Je refuse l'austérité imposée aux peuples car pour moi la « rigueur de gauche » n'est pas plus acceptable que celle de droite ! Je refuse aussi toute idée de relance économique car davantage de croissance est tout simplement impossible sur le plan écologique et j'ajoute sur le plan humain. Je ne dis surtout pas que droite et gauche s'équivalent car si parler d'une vraie gauche par opposition aux socio-libéraux renvoie toujours du côté de l'émancipation des peuples et des individus, parler d'une vraie droite renvoie inmanquablement du côté du F-Haine. Nous ne pourrions échapper aux deux mâchoires de ce piège que nous tendent les gérants de droite comme de gauche du système capitaliste et productiviste que si nous parvenons à mobiliser tous ceux qui ont tout à perdre à la poursuite des politiques actuelles, notamment les gens de peu. Nous ne pourrions y parvenir que si nous préférons la gauche maquisarde à la gauche gestionnaire, que si nous choisissons le faire sécession plutôt que le faire carrière, la

construction au présent d'un autre monde plutôt que l'attente du grand soir.

La Rédaction Econov : L'échec constaté des modèles de croissance économique nous amène à nous poser des questions aujourd'hui. D'autres intellectuels, économistes, et faiseurs d'opinion se posent-ils ces questions? Qui se pose des questions?

Paul Ariès : Nos vieux schémas de droite comme de gauche ne sont plus à la hauteur des enjeux actuels. Il ne suffira pas de repeindre en vert le système. Nous devons inventer d'autres logiques. Une des grandes questions actuelles est de savoir si peut exister une prospérité sans croissance, c'est-à-dire si l'on peut imaginer une économie capitaliste sans accumulation. Cette thèse est, selon moi, totalement absurde car elle oublie que le capitalisme repose justement (et ce fut sa force, y compris émancipatrice) sur l'inversion du rapport marchand. Le rapport marchand traditionnel part d'une marchandise pour aller vers une autre : échanger une pomme contre une poire a un sens, même sans accumulation. Le rapport marchand capitaliste part de l'argent (capital) pour aller vers l'argent (retour sur investissement), c'est ce qu'on nomme le profit, ce qui suppose toujours une accumulation. Le capitalisme est comme un bicyclette, dès qu'on arrête de pédaler, on se casse la figure ! Nous n'avons donc pas d'autres solutions que d'inventer des « sorties du capitalisme » tout en sachant que les solutions tentées au XXe siècle ont été des catastrophes à tout point de vue. Je crois qu'une partie de la solution est en train d'émerger des pays pauvres d'Amérique du Sud, d'Equateur, de Bolivie, avec les théoriciens du « *Buen vivir* » (le bien vivre). Ils disent eux même que le Bien vivre n'est pas le bien être au sens de la société de consommation. Je crois aussi que si les riches détruisent la planète par leur mode de vie et le mauvais exemple qu'ils donnent, la responsabilité des politiques aujourd'hui, tant en France qu'à l'étranger, serait de permettre aux pauvres, aux naufragés du système, d'inventer d'autres façons de vivre, de renouer, de faire (re)naître des cultures populaires. C'est ce que nous dirons, en juillet 2012, lors du grand festival/forum d'Emmaus-Pau où nous attendons 30 000 personnes pour fêter les pauvres, pour affirmer leur dignité face à une société du mépris.

La Rédaction Econov : Le capitalisme vert est souvent vu comme une simple mutation d'activité sans changement de méthode. Qu'en pensez-vous? Green Business veut-il absolument dire capitalisme vert?

Paul Ariès : Nous sous-estimons beaucoup trop le capitalisme vert. On voudrait croire qu'il s'agit simplement de Green Business. Le capitalisme vert est un vrai projet, un grand projet. Il s'agit d'adapter la planète aux besoins du productivisme. Ne nous leurrions pas. Tout est prêt : les capitaux, les fantasmes (le culte de la toute-puissance, l'idée d'une monde sans limites). Tout sera fait, plutôt que de renoncer à la croissance folle, qu'elle soit bleue, rose, rouge ou verte. Tout sera tenté, plutôt que d'en finir avec « la domination des uns sur les autres et de tous sur la planète ». Il n'y a pas de complot. Tout est écrit. Tout est chiffré. On dépose des brevets par milliers. On projette les retours sur investissement. Business is business. Les projets dignes de « savants fous » cohabitent avec des réalisations banales. Après les OGM et l'irradiation des aliments, on promet, pour demain matin, la généralisation des techniques artificielles de modification du climat, la création d'un immense bouclier autour de la Terre pour la protéger des rayons du Soleil, la mise en orbite de milliards de petites lentilles d'environ 60 cm de large pour filtrer la lumière solaire, de couvrir 3 % du globe pour contrebalancer le doublement des émissions de

CO2, de répandre un million de tonnes de poussière d'aluminium et de soufre dans l'atmosphère afin de faire baisser la température terrestre de un degré, la création d'un anneau de petites particules dans l'espace pour faire de l'ombre au niveau des Tropiques et modérer les extrêmes du climat, la fabrication artificielle de nuages grâce à des structures flottantes de 3000 tonnes conçues pour activer des générateurs par le mouvement des vagues, le masquage de la lumière solaire au moyen de 50 000 miroirs de 100 km² installés dans l'espace, la projection de suie dans la stratosphère, la stimulation des nuages en brûlant du soufre pour former un aérosol de sulfates afin de réfléchir la lumière solaire, le piégeage et le stockage du CO2 dans des puits de carbone, la stimulation de la biomasse océanique en répandant du fer, la désintégration du CFC dans l'atmosphère au moyen de lasers, la stimulation de nuages par l'apport artificiel de noyaux de condensation, la culture d'arbres OGM mangeurs de CO2, la mise en place d'éparpilleurs stratosphériques pour faire écran à une grande quantité de lumière solaire renvoyée, grâce à des miroirs, loin de la Terre, le projet de repeindre en blanc les nuages gris grâce à la projection de particules, ce qui augmenterait de 10 % les micro-gouttelettes et faciliterait la réflexion des rayonnements solaires vers l'espace, la possibilité de jeter à la mer des milliards de balles en polystyrène de couleur blanche, sans oublier la possibilité de créer des vaches OGM résistantes à l'encéphalopathie spongiforme bovine (maladie de la vache folle) ou n'ayant plus besoin de ruminer (cause d'émission importante de CO2), sans oublier non plus les pollinisateurs artificiels pour faire face à la chute drastique des colonies d'abeille, etc. Le capitalisme vert est dans le domaine industriel l'équivalent du sarkozysme dans le champ politique : une droite décomplexée au service d'un capitalisme technoscientiste décomplexé.

La Rédaction Econov : Pensez-vous que l'innovation technologique peut nous aider à surmonter nos crises environnementales, sociales et économiques?

Paul Ariès : Je ne suis ni technophobe ni technophile mais je suis convaincu que le système technique a atteint depuis longtemps un seuil critique qui menace notre part d'humanité elle-même. J'ai eu cette année une polémique vive aussi bien avec Alain Madelin qu'avec Jacques Attali, tous deux sont fous amoureux du transhumanisme c'est-à-dire cette idée qu'il faudrait aller vers l'homme augmenté, le Cyborg, pour qu'il soit à la hauteur du productivisme. Je m'inscris totalement en faux contre cette idéologie inhumaine de « toute-puissance ». Je pense, par ailleurs, que tant que nous resterons dans les mêmes logiques sociales et économiques, tout gain technologique obtenu dans un domaine sera perdu par ailleurs. Les économistes nomment cela l'effet rebond. Ainsi tous les progrès réalisés en matière de motorisation depuis les années soixante-dix, ont été totalement gaspillés, par le fait que nos roulons plus, que nos voitures sont plus grosses ou dotés de gadgets énergivores. La priorité n'est donc pas technologique mais politique, anthropologique puisqu'il s'agit d'inventer des modes de vie nouveaux socialement et écologiquement responsables. Cela n'exclut pas par ailleurs d'inventer des technologies « débondissantes » (ralentissement de la ville, bridage des moteurs, obligation d'allonger les durée de garantie des produits pour mettre fin à l'obsolescence programmée, etc).

La Rédaction Econov : Que pensez-vous du commerce équitable et de l'entrepreneuriat solidaire?

Paul Ariès : J'ai un débat avec les milieux du commerce équitable depuis la publication de mon livre No Conso. Cette aspiration à un commerce équitable est à la fois positive car

elle signifie que le consommateur n'accepte plus d'ignorer les conditions de fabrication, sociales et écologiques, des biens achetés et négative dans la mesure où elle s'imaginerait qu'on pourrait inventer une alter-consommation. La solution n'est pas de payer plus cher nos produits dans le cadre d'une économie mondialisée (notamment dans le domaine alimentaire) mais d'organiser, ici comme ailleurs, la souveraineté alimentaire. Nous devons remettre en cause l'idée que la société de consommation serait simplement une société où l'on produit plus que dans une autre, une société comblant un manque. Il n'y avait pas rien avant la société de consommation, il y avait des cultures populaires autochtones. On opposait autrefois le lapin paysan, le porc ouvrier et le veau bourgeois, c'est-à-dire que chaque milieu avait sa propre table, avec la même authenticité et la même fierté ; aujourd'hui, c'est poulet pour tout le monde, mais pour certains c'est du poulet fermier et pour d'autres de batterie, cela signifie que les cultures populaires sont devenues des sous-produits des cultures dominantes. La vraie alternative est donc ailleurs, elle est du côté de la redécouverte des cultures autochtones, du choix pour les entreprises de rester à taille humaine, avec un marché et des approvisionnements locaux. Elle est dans l'invention d'une société d'usagers maîtres de leurs usages. Le commerce équitable est divisé aujourd'hui entre deux courants : d'un côté, le courant consumériste représenté par Max Havelaar, comme si on pouvait consommer « responsable » socialement et écologiquement un produit qui a fait des milliers de km en avion et distribué dans un hypermarché et, d'un autre côté, un courant antiproductiviste représenté par Minga et rejoint largement par Artisans du monde. La relocalisation vaut pour l'ensemble des pays, les nations prolétaires comme les nations repues. Je ne crois pas à la possibilité d'humaniser le capitalisme ni même la mondialisation économique.

La Rédaction Econov : Et que pensez-vous des formations à l'entrepreneuriat solidaire dispensées dans les écoles françaises prestigieuses?

Paul Ariès : Le développement de l'économie sociale et solidaire est l'un des grands enjeux du moment. J'assiste avec beaucoup de plaisir au retour du mouvement coopératif tant dans la production que la consommation et même l'habitat et au succès de l'économie sociale. J'accepte depuis des années d'intervenir dans des Grandes écoles notamment de commerce. Nous avons développé cette année à Sup de Co Grenoble une réflexion sur le « slow management », de la même façon qu'on parle de Slow Food ou du réseau des city slow.

La Rédaction Econov : Vous avez créé en 2008 le Sarkophage, contre "tous les sarkozysmes de droite comme de gauche", mais surtout pour prôner la désobéissance civile. Qu'entendez-vous par là en termes d'action dans l'économie et l'environnement?

Paul Ariès : Je pense aux salariées du supermarché d'Albertville qui mènent une lutte exemplaire depuis bientôt deux ans, pour obtenir la fermeture du supermarché le dimanche. Le dimanche 25 septembre, elles fêteront leur 100ème dimanche de grève. J'ai co-organisé, avec la ville de Grigny (Rhône), le 08 octobre 2011, le premier Grand Forum national sur la désobéissance civile. Notre objectif était double : rendre visible des centaines d'initiatives qui existent et appeler à une convergence des désobéissances individuelles, professionnelles, mais aussi institutionnelles, ces centaines de villes (et pas des moindres comme Vaulx-en-Velin ou Saint-Denis) choisissent de désobéir pour permettre simplement aux gens modestes de vivre. Nous préférons chanter au présent que croire aux lendemains qui

chantent. Nous sommes aux côtés des Indignés comme aux côtés des faucheurs d'OGM, des déboulonneurs « anti-pub », de ceux qui réquisitionnent les logements vides, de ceux qui hébergent les sans-papiers, de ceux qui refusent le flicage (télésurveillance, ADN, etc), nous sommes du côté des salariés désobéisseurs, des 6000 enseignants qui ont choisi de ne pas appliquer les nouvelles directives pour rester fidèles à leur mission, des postiers qui refusent de devenir des VRP, des salariés qui désobéissent simplement par amour du travail bien fait, simplement parce qu'ils refusent les nouvelles normes de management inefficaces, etc.

La Rédaction Econov : Vous êtes politologue. Pensez-vous que l'écologie jouera un rôle important dans l'élection présidentielle 2012?

Paul Ariès : Tout dépend de la conception que nous avons de l'écologie. Si nous campons sur une vision pessimiste, culpabilisatrice, nous n'avons aucun espoir que les grands enjeux écologiques et donc humains soient présents dans les débats électoraux de 2012. Cette conception de l'écologie punitive et malthusienne n'est cependant pas la mienne. On ne changera pas les choses en culpabilisant les gens, mais en donnant envie de changer. La question du désir est donc le grand enjeu. Le capitalisme nous donne certes à jouir mais sa jouissance est une jouissance d'emprise (accumulations de biens ou de pouvoir). L'écologie ne peut reposer que sur une jouissance d'être c'est-à-dire déjà sur la notion de style de vie plutôt que de niveau de vie, de pouvoir de vivre plutôt que de pouvoir d'achat. J'ai proposé pour cela un nouveau paradigme qui appartient depuis à toute une fraction des gauches et des milieux écologistes : « gratuité du bon usage face au renchérissement du mésusage ». Pourquoi paye-t-on son eau le même prix pour faire son ménage et remplir sa piscine ? Ce qui vaut pour l'eau vaut pour l'ensemble des biens communs, des services publics. Nous devons avancer vers une société de la gratuité mais la gratuité a toujours un coût. Il s'agit donc d'une gratuité construite, économiquement construite, socialement construite, culturellement construite, politiquement construite. Les villes qui interpellent la population en demandant préférez-vous la gratuité du stationnement pour les voitures ou celle de l'eau vitale vont dans le bon sens. Le colloque international de décembre 2010 a permis de constater que des centaines de villes s'engagent dans cette direction : gratuité de l'eau vitale, gratuité des transports en commun urbain, gratuité de la restauration scolaire, gratuité des services funéraires, etc. La gauche n'a jamais compris véritablement que le capitalisme c'est trois choses. C'est tout d'abord un système de création de richesses particulièrement efficace fondé sur l'exploitation. Cela les gauches et l'écologie savent assez bien le dénoncer. Mais le capitalisme c'est aussi des modes de vie et des objets spécifiques. La gauche et l'écologie ont perdu depuis longtemps cette critique des styles de vie et des objets capitalistes. Le capitalisme c'est enfin une réponse à nos angoisses existentielles, à la peur de mourir, au sentiment de finitude. La réponse capitaliste c'est le toujours plus, c'est cette jouissance d'emprise (accumulation de biens ou de pouvoir). Tant que nous n'inventerons pas nos propres dissolvants d'angoisse existentielle aussi forts que ceux du capitalisme, nous ne serons pas à la hauteur des enjeux écologiques, sociaux, anthropologiques. Je montrerai dans mon ouvrage à paraître (Le socialisme gourmand, la découverte, février 2012), comment nous pouvons passer de cette jouissance d'emprise à une jouissance d'être.

La Rédaction Econov : Vous nous parler de votre prochain livre à paraître : Le Socialisme Gourmand.

Pourriez-vous nous en dire plus sur cet ouvrage au titre intrigant?

Paul Ariès : Le socialisme gourmand est pour moi une provocation à penser et à agir. Il s'agit de réaffirmer le besoin de sortir du capitalisme. Il s'agit aussi d'en finir avec ce que furent les socialismes au 20e siècle.

Nous devons apprendre à passer d'une jouissance d'emprise (accumulation des biens et du pouvoir) à une jouissance d'être ce qui suppose d'abandonner toute idée de génération sacrifiée. Les gauches sont aujourd'hui aphones dans de nombreux domaines. N'ont-elles plus rien à dire en matière d'alimentation, de réappropriation de nos corps, de beauté, de sexualité (alors que se développe un sexe sans sexualité c'est à dire sans l'autre) ?

Le socialisme gourmand nous dit finalement deux choses. Oui, le socialisme reste un possible de notre temps. Oui, ce socialisme ne peut qu'être un socialisme du bien vivre -Buen vivir- J'aurai pu intituler ce livre les Nouveaux Jours heureux (en référence au programme du CNR), mais contrairement à l'Amérique latine, à L'inde, ces notions de vie bonne, de vie pleine, de bien vivre n'ont pas spontanément en France une connotation politique.

Le choix de ce titre est donc un pari : celui que le mariage de ces deux mots fasse naître de l'utopie et des actes.